

29/10/24

150 manifestants appellent la Belgique à agir pour lever le "blocus contre Cuba".

Au moins 150 manifestants ont répondu à l'appel de la Coordination belge pour la levée du blocus contre Cuba sur la place Monnaie à Bruxelles. Ils demandent au gouvernement belge de prendre des mesures efficaces pour que les Etats-Unis lèvent le blocus économique et financier contre Cuba.



Demain, 30 octobre 24, l'Assemblée générale des Nations unies votera sur une résolution cubaine exhortant les États-Unis à lever les sanctions contre Cuba. Au cours des 31 dernières années, des résolutions similaires ont été adoptées par une majorité écrasante de pays. Mais les États-Unis ne se soucient pas de cette condamnation mondiale.

L'impact du blocus sur le peuple cubain a été dramatique, comme en témoigne la grande panne d'électricité de la semaine dernière. [Même aux États-Unis](#), il ne fait aucun doute que la cause numéro un est le blocus économique et

financier que ce pays impose à Cuba depuis plus de 60 ans maintenant. Le député démocrate Jim McGovern a déclaré sur X : « La politique américaine a directement contribué aux problèmes énergétiques de Cuba en imposant des sanctions aux navires transportant du pétrole vers Cuba et en privant le pays des revenus dont il a besoin pour importer du carburant et des pièces détachées ».

Les sanctions américaines remontent à l'époque de la guerre froide et ont été régulièrement renforcées au cours des 60 dernières années. Le président Trump a complété l'étranglement économique de l'île avec 243 nouvelles sanctions et a placé Cuba sur la liste unilatérale des pays qui soutiennent (prétendument) le terrorisme. Le président Biden n'a pas eu le courage d'assouplir, et encore moins de lever, les sanctions. Il n'a pas non plus eu le courage de retirer Cuba de cette liste des pays qui soutiennent le terrorisme. Toutefois, le département d'État américain a conclu en mai 2004 qu'il n'y avait aucune raison de maintenir Cuba sur cette liste entre 2022 et 2023.

Dans son rapport aux Nations unies, le gouvernement cubain a calculé qu'une année de blocus coûte au pays 5,056 milliards de dollars en dommages matériels. Les États-Unis privent ainsi Cuba du financement nécessaire au progrès économique et social du pays et de son peuple. **En conséquence, Cuba accuse les États-Unis de violer les droits de l'homme du peuple cubain.**

Sans le blocus, Cuba serait en mesure de réaliser les investissements nécessaires dans le réseau électrique.

Le coût financier causé par 18 jours de blocus équivaut déjà aux coûts annuels de maintenance du système électrique national, soit environ 250 millions de dollars.

Le coût de 25 jours de blocus se chiffre à une perte équivalente au financement de la liste des médicaments essentiels pour un an (339 millions de dollar)

Le coût de 3 jours de blocus équivaut au coût de l'entretien annuel des transports publics (+-40

millions de dollars).

21 heures de blocus coûte le prix du besoin annuel en insuline.



Les conséquences du blocus américain contre Cuba ne touchent pas seulement les Cubains, elles sont aussi ressenties dans notre pays. Wim Leysens, porte-parole de la Coordination pour la levée du blocus, **a dénoncé les banques belges qui refusent des transactions** au seul motif que le mot « Cuba » figure dans le virement.

Plus précisément, il a fait référence à la banque ING, qui admet ouvertement contribuer à la mise en œuvre du blocus américain. **ING se place ainsi au-dessus des lois belges** et européennes qui interdisent explicitement la mise en œuvre des lois d'un pays tiers, y compris les États-Unis.

Comme par le passé, on peut s'attendre à ce que l'Union européenne condamne demain le blocus unilatéral des États-Unis contre Cuba, qui viole les accords commerciaux internationaux et entrave les relations de l'UE avec l'île. Mais Wim Leysens a qualifié **la position de notre gouvernement et de la Commission européenne de plutôt symbolique**. En pratique, l'UE n'ose pas frapper du poing les États-Unis et sacrifie sa souveraineté vis-à-vis d'eux.

Au nom de 40 OSC membres, la Coordination pour la levée du blocus condamne fermement le blocus des États-Unis qui maintient Cuba dans une situation d'étranglement économique. La plateforme appelle notre gouvernement et la Commission européenne à prendre des mesures concrètes contre ce blocus de Cuba.